

Publications périodiques

Comptes annuels

BOURSORAMA

Société Anonyme au capital de 41 308 483,20 Euros
Siège Social : 44, rue Traversière, 92772 Boulogne-Billancourt Cedex
SIREN : 351 058 151 R.C.S. Nanterre - APE : 671 A

Les documents comptables relatifs aux comptes sociaux et aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2020 ont été approuvés sans modification par l'assemblée générale ordinaire du 28 mai 2021.

A. — Comptes annuels au 31 décembre 2020.**I. — Bilan et hors bilan sociaux au 31 décembre 2020.**

(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Caisse, Banques centrales	Note 2	79 921	65
Effets publics et valeurs assimilées	Note 5	195 790	178 279
Prêts et créances sur les établissements de crédit	Note 3	8 884 863	8 712 052
Prêts et créances sur la clientèle	Note 4	11 165 066	9 303 195
Obligations et autres titres à revenus fixes	Note 5	153 660	153 850
Actions et autres titres à revenus variables	Note 5	50	50
Participations et autres titres détenus à long terme	Note 6	13 025	6 971
Parts dans les entreprises liées	Note 6	295	314
Opérations de location financement et assimilées		0	0
Immobilisations corporelles et incorporelles	Note 7	158 974	165 028
Actions propres	Note 5	0	0
Autres actifs et comptes de régularisation	Note 8	214 761	217 034
Total		20 886 406	18 736 837

Passif	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Banques centrales			0
Dettes envers les établissements de crédit	Note 9	5 364 355	5 074 895
Dettes envers la clientèle	Note 10	14 630 687	12 882 042
Dettes représentées par un titre	Note 11	0	0
Autres passifs et comptes de régularisation	Note 11	255 518	223 450
Provisions	Note 12/13	16 552	16 968
Dettes subordonnées	Note 14	70 078	70 091
Total dettes		20 337 190	18 267 446
Capitaux propres		529 216	469 391
Capital souscrit		41 308	37 848
Prime d'émission		524 632	428 086
Réserve légale		3 555	3 555
Réserves et report à nouveau		-97	54 528
Résultat de l'exercice		-40 182	-54 625
Total		20 866 406	18 736 837

(*) Les montants au 31 décembre 2020 tiennent compte de l'application rétrospective, à compter de l'exercice 2020, du règlement ANC N° 2020-10 relatif à la présentation de l'épargne réglementée centralisée (cf. Note 1).

Hors-bilan	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Engagements donnés			
Engagements de financement donnés	Note 15	1 962 621	1 757 107
Engagements sur crédits clients douteux	Note 15	1 751	461
Engagements de garantie donnés	Note 15	5 558 519	4 758 945
Engagements sur titres	Note 15	210 626	145 776
Engagements reçus			
Engagements de financement reçus	Note 15	0	229
Engagements de garantie reçus	Note 15	9 894 833	8 041 485
Titres à recevoir	Note 15	210 626	145 776
Engagements sur instruments financiers à terme			
Swaps - engagements donnés	Note 15	4 629 500	4 779 500
Caps de trading - engagements donnés	Note 15	3 500	19 000
Contrats à terme - à livrer (engagements reçus)	Note 15	0	0

II. — Compte de résultat social au 31 décembre 2020.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Intérêts et produits assimilés	Note 16	181 073	171 850
Intérêts et charges assimilées	Note 16	-43 540	-57 616
Revenus des titres à revenu variable		22	14
Commissions (produits)	Note 17	205 634	146 297
Commissions (charges)	Note 17	-162 230	-131 690
Résultat net des opérations financières			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	Note 18	394	347
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	Note 19		12 172
Produits des autres activités	Note 20	12 676	13 600
Charges des autres activités	Note 20	-3 828	-2 901
Produit net bancaire		190 201	152 072
Frais de personnel	Note 21	-74 140	-70 888
Autres frais administratifs		-142 804	-128 003
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles		-14 600	-15 839
Résultat brut d'exploitation		-41 342	-62 659
Coût du risque	Note 22	-15 575	-17 160
Résultat d'exploitation		-56 917	-79 820
Gains ou pertes sur actif immobilisé	Note 23	-18	112
Résultat courant avant impôt		-56 936	-79 708
Impôts sur les bénéfices		16 754	25 082
Résultat net		-40 182	-54 625

III. — Évolution des capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	Capital	Prime d'émission	Réserve légale	Autres réserves et report à nouveau	Résultat de l'exercice	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2018	35 548	365 364	3 555	82 749	-28 221	458 995
Affectation du résultat 2018				-28 221	28 221	0
Résultat 2019					-54 625	-54 625
Augmentation de capital	2 300	62 722				65 021
Capitaux propres au 31/12/2019	37 848	428 086	3 555	54 528	-54 625	469 391
Affectation du résultat 2019				-54 625	54 625	0
Résultat 2020					-40 182	-40 182
Augmentation de capital	3 460	96 546				100 006
Capitaux propres au 31/12/2020	41 308	524 632	3 555	-97	-40 182	529 216

Suite à l'augmentation de capital décidée par le Conseil d'Administration le 24 juillet et réalisée le 24 septembre 2020 par l'émission de 8 651 059 actions ordinaires nouvelles, le capital social se compose au 31 décembre 2020 de 103 271 208 actions d'une valeur nominale de 0,4€.

Société Générale est actionnaire à 100% de Boursorama. Les actions de la société sont libres de tous nantissements, privilèges, garanties ou sûreté ainsi il n'existe aucun autre titre non représentatif du capital.

IV. — Notes annexes aux comptes annuels.

Note 1. — Notes annexes aux comptes annuels.

Présentation de l'activité de la société. — Boursorama exerce une activité de banque en ligne et de courtage en ligne ainsi qu'un site d'informations économiques et financières (boursorama.com).

Nouvelles normes applicables à compter de l'exercice 2020.

1. Nouvelle présentation au bilan des opérations d'emprunts des titres et de l'épargne réglementée centralisée. — L'Autorité des Normes Comptables a publié le 22 décembre 2020 le règlement n° 2020-10 modifiant le règlement ANC n° 2014-07. Ce règlement, homologué le 29 décembre 2020, est applicable obligatoirement aux comptes de l'exercice 2020 avec effet rétroactif ; il vient modifier la présentation au bilan des opérations suivantes :

- Emprunts des titres
- Epargne réglementée centralisée

Emprunts de titres. — L'application de l'amendement conduit à modifier la présentation au bilan des titres empruntés. Ces titres, qui étaient présentés précédemment à l'actif du bilan parmi les titres de transaction dans les rubriques *Effets publics et valeurs assimilées*, *Obligations et autres titres à revenus fixes*, et *Actions et autres titres à revenu variable*, sont désormais présentés au passif du bilan en déduction des dettes sur titres empruntés dans la rubrique *Autres passifs et comptes de régularisation*. Cette nouvelle présentation des titres empruntés permet de donner une information plus pertinente sur l'exposition de la banque aux risques et avantages liés à la détention des titres empruntés et à l'obligation indissociable de les restituer à l'échéance de l'opération d'emprunt.

Boursorama ne réalisant aucune opération d'emprunt de titres, cet amendement n'a aucune incidence sur la présentation de ses états financiers.

Epargne réglementée centralisée. — L'application de l'amendement conduit à modifier la présentation au bilan de la créance sur le Fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations. Cette créance représente la quote-part de l'épargne collectée sur les livrets A, livrets de développement durable et solidaire et comptes sur livret d'épargne populaire que la banque est tenue de transférer pour centralisation auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Cette créance, qui était présentée précédemment dans le poste *Prêts et créances sur les établissements de crédit* à l'actif du bilan, est désormais présentée au passif du bilan en déduction des *Comptes d'épargne à régime spécial* dans la rubrique *Dettes envers la clientèle*. Cette nouvelle présentation des encours d'épargne réglementée centralisée permet de donner une information plus pertinente sur les risques et les flux associés tels qu'ils résultent des dispositions législatives qui régissent le dispositif de l'épargne réglementée et la garantie de l'Etat qui lui est indissociable.

En conséquence, la présentation des postes du bilan *Prêts et créances sur les établissements de crédit* (Note 3 des annexes) et *Dettes envers la clientèle* (Note 10 des annexes) de ces états financiers a été modifiée par cet amendement dans les présents états financiers.

La première application de ces amendements n'a eu aucune conséquence sur les capitaux propres de Boursorama, ni sur son résultat.

2. Nouvelle définition du défaut. — Depuis décembre 2020 Boursorama applique la nouvelle définition de défaut (NDOD) pour classer les encours en douteux. — Le défaut est appliqué au niveau d'Obligor. Si un Obligor est en défaut, alors l'intégralité de ses expositions vis-à-vis de Boursorama sera en défaut.

L'Obligor est défini par un règlement Européen (RÈGLEMENT (UE) N° 575/2013 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 26 juin 2013) et traduit la granularité à prendre en compte pour le calcul du seuil de matérialité et de l'application du principe de contagion.

— Concrètement, un Obligor détient un ou plusieurs Contrats (comptes/crédits) et est soit :

- Une personne physique individuelle,
- Un groupe de personnes physiques individuelles et/ou morale (Obligor « joint »),
- Une Entreprise Individuelle,
- Une Personne Morale.

Un Obligor est réputé en défaut quand l'un et/ou l'autre des critères suivants est rempli :

— Critère d'arriérés de paiement :

- Les arriérés de paiement vis-à-vis de Boursorama et relatifs à des obligations de crédit ont dépassé les seuils de matérialité suivants pendant 90 jours en continu :
 - Une limite absolue de 100 Euros ;
 - Une limite relative de 1%. Cette limite est calculée via le ratio (montant des arriérés de paiement de l'Obligor) / (encours bilan de l'Obligor).

— Critère d'absence probable de paiement (UTP ou "Unlikelihood to pay") :

- « Unlikelihood to pay » (UTP) ou une absence probable de paiement, défini par un règlement Européen (RÈGLEMENT (UE) N° 575/2013 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 26 juin 2013), est un critère pour lequel l'Obligor devra être automatiquement mis en défaut, quel que soit le montant de l'impayé (y compris s'il n'y a pas d'impayé).
- Boursorama estime peu probable que le débiteur soit en mesure de s'acquitter de la totalité de ses obligations de crédit, y compris avec la mise en œuvre de l'exercice d'un collatéral ou la réalisation d'une garantie. Les principales situations de placement en UTP sont : client Contentieux, les restructurations, la fraude, les liquidations et redressements judiciaires, décision Boursorama, passage à perte, Obligor joint avec Obligor individuel en défaut.

Le déclassement en défaut est réalisé automatiquement et sauf dans certains cas (UTP décision Boursorama), sans intervention d'un collaborateur Boursorama.

Lorsqu'il n'existe aucun arriéré de paiement sur une obligation de crédit du débiteur, ou lorsque aucun arriéré ne dépasse 90 jours, ou, enfin, que le montant d'arriérés n'a pas dépassé le seuil de matérialité sans interruption pendant 90 jours, le débiteur peut tout de même être déclassé en défaut dès lors qu'il remplit un des critères UTP.

L'impact de la nouvelle définition du défaut sur les provisions a été limité et évalué à près de 500 K EUR.

Principes comptables et méthodes d'évaluation. — Les comptes de Boursorama relatifs à l'exercice 2020 ont été établis conformément aux principes comptables applicables aux établissements de crédit en France (règlement ANC 2014-07).

— Créances envers les établissements de crédit et la clientèle :

- Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours :
 - créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit ;
 - créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Ces créances intègrent les crédits consentis ainsi que les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Seules les dettes et créances répondant aux conditions suivantes ont fait l'objet d'une compensation comptable au bilan : même contrepartie, exigibilité et devise identiques, même entité de comptabilisation, et existence d'une lettre de fusion de comptes.

Les intérêts courus non échus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Conformément au règlement ANC 2014-07, articles n°2211-1 à 2251-13, dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par Boursorama de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence d'une garantie, l'encours afférent est classé en encours douteux. En tout état de cause, le déclassement en encours douteux est effectué s'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances immobilières), ou si indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations pour créances douteuses ou de provisions sur engagements douteux à hauteur des pertes probables. Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique *Coût du risque*.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine. De même les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration peuvent être reclassées en encours sains.

Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est spécifiquement identifiée comme encours douteux compromis. Cette identification intervient à la déchéance du terme ou à la résiliation du contrat et en tout état de cause un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement. Sont également considérées comme créances douteuses compromises, les créances restructurées pour lesquelles le débiteur n'a pas respecté les échéances fixées.

Les encours dits « restructurés » au sein du groupe Boursorama concernent les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiés contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration).

Sont exclues de ces encours les renégociations commerciales qui concernent des clients pour lesquels la Banque accepte de renégocier la dette dans le but de conserver ou développer une relation commerciale, dans le respect des règles d'octroi en vigueur, et sans abandon de capital ou d'intérêts courus.

Toute situation conduisant à une restructuration de crédit doit impliquer le classement du client concerné en défaut bâlois et le classement des encours en encours dépréciés.

Les clients dont les créances ont été restructurées sont maintenus en défaut tant que la Banque a une incertitude sur leur capacité à honorer leurs futurs engagements et au minimum pendant un an.

Le montant total des encours de crédit restructurés au 31.12.2020 s'élève à 9,9 M EUR contre 8,6 M EUR au 31.12.2019.

— Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle : Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

— Dettes représentées par un titre : Les dettes représentées par un titre sont ventilées par supports : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

— Immobilisations corporelles et incorporelles : Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût historique d'acquisition aux valeurs d'apport. Les amortissements sont calculés sur la durée normale d'utilité, selon la méthode linéaire. Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

Agencements	10 ans
Mobiliers	10 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Logiciels acquis	3 ans
Frais d'établissement	3 ans

Les fonds de commerce issus des fusions absorptions de Selftrade SA et CaixaBank France par Boursorama ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'une dépréciation si leur valeur d'utilité devient inférieure à leur valeur d'inventaire.

La valeur d'utilité des fonds de commerce est déterminée en utilisant la méthode des cash flows futurs actualisés des activités générées en France.

Portefeuilles titres. — Les titres sont classés en fonction de :

- leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

Pour chaque catégorie de portefeuille, ils sont soumis à des règles d'évaluation similaires qui sont les suivantes :

— *Actions et autres titres à revenu variable* : Les actions sont inscrites au bilan à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. A la clôture de l'exercice, elles sont évaluées par rapport à leur valeur probable de négociation. Dans le cas des titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du cours de bourse le plus récent. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées, et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une dépréciation relative au portefeuille-titres. Les revenus de dividendes attachés aux actions classées en titres de placement sont portés au compte de résultat dans la rubrique *Revenus des titres à revenu variable*.

— *Obligations et autres titres à revenu fixe* : Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition, et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition. Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie des titres concernés. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle. Les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique *Produits nets d'intérêts relatifs aux obligations et autres titres à revenu fixe* du compte de résultat.

A la clôture de l'exercice, les titres sont estimés sur la base de leur valeur probable de négociation et, dans le cas des titres cotés, des cours de bourse les plus récents. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres, dont le calcul tient compte des gains provenant des éventuelles opérations de couverture effectuées.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées dans la rubrique *Résultat net des opérations financières* du compte de résultat.

— *Titres d'investissement* : Les titres d'investissement sont les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie titres de placement avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels Boursorama a la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant notamment de la capacité de financement nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à leur échéance et en n'étant soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause l'intention de détenir les titres d'investissement jusqu'à leur échéance.

Ces titres d'investissement peuvent être désignés comme éléments couverts dans le cadre d'une opération de couverture affectée ou de couverture globale du risque de taux d'intérêt réalisée au moyen d'instruments financiers à terme.

Les titres d'investissement sont comptabilisés de manière identique aux titres de placement. Toutefois, à la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres, sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investissement sont enregistrées dans la rubrique *Gains nets sur actifs immobilisés* du compte de résultat.

— *Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme* : Il s'agit d'une part des Titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de Boursorama, et notamment ceux répondant aux critères suivants :

- titres de sociétés ayant des administrateurs ou des dirigeants communs avec Boursorama, dans des conditions qui permettent l'exercice d'une influence sur l'entreprise dont les titres sont détenus ;
- titres de sociétés appartenant à un même Groupe contrôlé par des personnes physiques ou morales exerçant un contrôle sur l'ensemble et faisant prévaloir une unité de décision ;
- titres représentant plus de 10 % des droits dans le capital émis par un établissement de crédit ou par une société dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de Boursorama.

Il s'agit d'autre part des autres titres détenus à long terme, constitués par les investissements réalisés par Boursorama, sous forme de titres, dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, sans toutefois exercer une influence dans sa gestion en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique *Revenus des titres à revenu variable*.

À la clôture de l'exercice, les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Cette valeur est estimée par référence à différents critères tels que les capitaux propres et les perspectives de rentabilité. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres. Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres, incluant les résultats dégagés lors de l'apport de ces titres à des offres publiques d'échange, sont comptabilisées dans la rubrique *Gains nets sur actifs immobilisés*.

Actions propres. — Conformément au règlement CRC n°2008-15 du 4 décembre 2008, les actions propres sont divisées en deux catégories :

- Les actions destinées à être attribuées aux employés et affectées à des plans d'attributions gratuites ou à des plans d'options d'achat d'actions déterminés. Un passif est alors comptabilisé égal au produit entre le coût d'entrée des actions, diminué du prix d'exercice dans le cas des plans d'options d'achat, par le nombre d'actions qui devrait être attribué compte tenu des dispositions du plan d'attribution.
- Les actions disponibles pour être attribuées aux salariés ou pour régularisation des cours de bourse. Elles sont évaluées au plus bas de leur valeur d'usage (représentée par la valeur de marché) et de leur prix d'acquisition.

Opérations sur les instruments financiers à terme. — Les opérations de couverture et de marché portant sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements 88-02 et 92-04 du Comité de la Réglementation Bancaire et de l'instruction 88-01 de la Commission bancaire. Les engagements nominaux sur les instruments financiers à terme sont présentés sous une ligne unique à l'hors-bilan ; ce montant représente le volume des opérations en cours ; il ne reflète ni le risque de marché, ni le risque de contrepartie qui leur sont associés. Les dérivés de crédit achetés à titre de couverture du risque de crédit sur des actifs financiers non évalués à leur valeur de marché sont quant à eux classés et traités comme des engagements de garanties reçus.

— Plusieurs cas sont à distinguer en ce qui concerne la comptabilisation des résultats afférents aux instruments financiers à terme :

- *Opérations de couverture* : Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en produits nets d'intérêts. S'ils concernent des instruments autres que de taux (instruments sur actions, indices boursiers, de change, etc.), ils sont comptabilisés en *Résultat net des opérations financières*, dans la rubrique *Résultat sur instruments financiers à terme*.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat. Ils sont inscrits en *Résultat net des opérations financières* dans la rubrique *Résultat sur instruments financiers à terme*.

– *Opérations de marché* : Les opérations de marché incluent d'une part des instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé, ainsi que des instruments (tels que les dérivés de crédit, options complexes ...) qui, bien que négociés de gré à gré sur des marchés moins liquides, sont inclus dans des portefeuilles de transaction, et d'autre part certains instruments de dettes intégrant une composante d'instrument financier à terme dès lors que ce classement reflète de manière plus appropriée les résultats et risques associés. Ces opérations sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture ; en l'absence de marché liquide, cette valeur est généralement déterminée à partir de modèles internes.

Par ailleurs, pour les opérations sur instruments financiers à terme de taux d'intérêt négociées de gré à gré, la valeur de marché tient compte des risques de contrepartie et de la valeur actualisée des frais de gestion futurs.

Les gains ou pertes correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice, qu'ils soient latents ou réalisés. Ils sont inscrits au compte de résultat en *Résultat net des opérations financières*.

Provisions pour risques et charges. — Ces provisions sont déterminées sur la base d'une analyse au cas par cas des risques et charges que supportera la société.

En application du règlement CRC 2000-06, les provisions pour risques et charges sont définies comme des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise ; un passif représentant une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressource au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Risque de crédit :

1. Politique de provisionnement — L'évaluation des risques est réalisée mensuellement, en particulier les dossiers douteux non contentieux font l'objet d'une révision dossier par dossier qui aboutit soit :

- à une régularisation à brève échéance (accord de règlement avec le client, prise en charge par une compagnie d'assurance, vente en cours du bien objet du financement) ;
- au transfert en gestion contentieuse, à l'occasion du comité mensuel entre le service Gestion Incidents Comptes et le service contentieux.

A partir de l'entrée en douteux sur les critères décrits ci-dessous, le provisionnement des intérêts, des frais et accessoires est automatique à hauteur de 100 % pour tous les crédits (comptes débiteurs et prêts).

Pour tous les prêts bénéficiant d'une garantie, le provisionnement en capital est effectué en fonction de la valeur de la garantie enregistrée dans le système d'information. Les prêts garantis par Crédit Logement étant totalement couverts, seuls sont provisionnés les frais, intérêts et accessoires.

Le provisionnement des crédits à la consommation et des comptes débiteurs sans garantie est également automatisé selon les taux présentés ci-dessous. Le provisionnement en capital des prêts personnels et des comptes débiteurs sans garantie est également automatisé.

— Le provisionnement en défaut est progressif en fonction de l'ancienneté dans le défaut. Ainsi, les taux de provisionnement appliqués commencent à 40% dès l'entrée en défaut pour atteindre 100% au bout de deux ans et demi. Les taux de provisionnement appliqués sont repris dans la grille ci-après :

Trimestre entrée en défaut	T1	T2	T3 à T4	T5 à T9	T10
Taux de provisionnement CAV et Consommation	40%	45%	55%	70%	100%

2. Montant des pertes et recouvrement. — Au 31/12/2020, le montant net des pertes et recouvrement sur perte relatif au risque de crédit s'élève à 6 146 K€ contre 5 178 K€ à fin 2019.

Dettes subordonnées. — Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Le cas échéant, les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

L'emprunt subordonné à durée déterminée (sur 10 ans) d'un montant de 70 m€, éligible aux fonds propres complémentaires (Tires 2), a été mise en place en 2019 auprès de la Société Générale.

Impôt courant. — Conformément aux dispositions fiscales françaises qui définissent le taux normal de l'impôt sur les sociétés, le taux global de l'impôt sur les sociétés en 2020 est de 32,02% (le taux normal de 31% auquel s'ajoute la Contribution Sociale sur les Bénéfices (CSB) de 3,3%) pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 250 MEUR et de 28,92% pour celles en dessous du seuil (le taux normal de 28% réhaussé de la contribution additionnelle de 3,3%). Boursorama SA réalisant le chiffre d'affaire supérieur au seuil de 250 MEUR, son taux d'imposition de l'exercice 2020 est de 32,02%.

Depuis l'exercice 2016, Boursorama est intégré fiscalement dans le groupe d'intégration fiscale de Société Générale. Une convention d'intégration fiscale a été signée le 26/02/2016 avec l'effet au 1^{er} janvier 2016. Elle prévoit que la société intégrée constate dans ses comptes la dette d'impôt sur les sociétés et de contribution sociale sur les bénéfices (sans prise en compte de l'abattement sur l'IS ni du plafonnement sur le chiffre d'affaires) vis-à-vis de la société intégrante, nette après imputation des crédits d'impôt de toute nature.

En cas de déficit ou de moins-value nette à long terme subi par la société intégrée, celle-ci constate symétriquement au 31/12 de l'exercice une créance d'impôt sur les sociétés et de contribution sociale sur les bénéfices (sans prise en compte de l'abattement sur l'IS ni du plafonnement sur le chiffre d'affaires) sur la société intégrante.

En matière de crédit d'impôt, les règles d'imputation et d'éventuel remboursement en cas d'excédent de crédit d'impôt sur la dette d'impôt sur les sociétés applicables, sont les règles qui auraient été applicables à la société intégrée si celle-ci n'était pas membre du groupe.

Avantages au personnel. — Boursorama peut accorder à ses salariés :

- des avantages postérieurs à l'emploi, tels que les régimes de retraite ou indemnités de fin de carrière,
- des avantages à long terme, tels que les bonus différés, les médailles du travail ou le compte épargne temps,
- des indemnités de fin de contrat de travail.

Une provision est enregistrée au passif du bilan en Provisions pour risques et charges pour couvrir l'intégralité de ces engagements. Elle est évaluée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

Par ailleurs, Boursorama a souscrit en décembre 2020 à une société d'assurance allemande le contrat « Contractual Trust Arrangement » destiné à couvrir les dépenses liées au régime de retraite de l'ancienne succursale allemande (cf. la Note 13).

Reconnaissance des revenus. — Boursorama enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant les services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée.

Commissions. — Boursorama applique le règlement CRC n°2009-03 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours.

Dans ce cadre Boursorama a opté pour la méthode alternative basée sur un étalement des frais au prorata du capital restant dû.

Résultat exceptionnel. — La rubrique Résultat exceptionnel comprend les produits et charges encourus par Boursorama dont la survenance revêt un caractère exceptionnel soit par leur nature soit par leur montant. Ils sont le plus souvent générés par des événements exogènes à l'activité de Boursorama.

Événements postérieurs à la clôture. — Aucun événement postérieur à la clôture n'est à reporter dans les présents états financiers.

Note 2. — Caisse, Banques Centrales.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Caisse	2	1
Banques centrales	79 920	63
Total	79 921	65

Note 3. — Prêts et créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Comptes et prêts		
A vue et au jour le jour	51 252	46 445
Comptes ordinaires	51 252	46 445
A terme	8 812 087	8 642 326
Prêts et comptes à terme	8 789 787	8 620 026
Prêts subordonnés et participatifs	22 300	22 300
Créances rattachées	21 524	23 282
Total	8 884 863	8 712 052

(1) A compter de l'exercice 2020, le poste Prêts et comptes à terme n'inclut plus la créance représentative de la quote-part de l'épargne réglementée centralisée auprès du Fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations. Au 31 décembre 2020, cette créance qui s'élève à 2 399,6 millions d'Euros est présentée en déduction des comptes d'épargne concernés (livrets A et livrets de développement durable) dans le poste Dettes envers la Clientèle au passif du bilan et au sein de la rubrique Comptes d'Epargne à régime spécial de la Note 10.

Note 4. — Prêts et créances sur la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Prêts et avances à la clientèle		
Autres concours à la clientèle (1)		
Crédits de trésorerie	1 497 569	1 455 586
Crédits à l'équipement	2 703	4 769
Crédits à l'habitat	9 528 363	7 736 068
Autres crédits	50 003	24 449
Sous-total	11 078 637	9 220 873
Prêts à la clientèle financière (*)	3 479	3 475
Comptes ordinaires débiteurs	35 782	39 585
Créances rattachées	6 924	6 760
Total sains	11 124 822	9 270 693
Créances douteuses non compromises		
Créances douteuses	28 835	24 540
Dépréciation sur créances douteuses	-8 700	-10 449
Créances douteuses compromises		
Créances douteuses	54 776	41 589
Dépréciation sur créances douteuses	-34 667	-23 178
Total douteux nets	40 245	32 502
Total des prêts et créances sur la clientèle	11 165 066	9 303 195

(*) Correspond au prêt consenti à la filiale SNC Boursorama Investissement.

(1) Répartition par type de clientèle des autres concours à la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Clientèle non financière		
Entreprises	109 996	113 851
Particuliers	10 964 509	9 105 312
Professions libérales	4 132	1 710
Total	11 078 637	9 220 873

Note 5. – Effets publics, obligations et autres titres à revenus fixe, actions et autres titres à revenus variable.

a) Titres de transaction : Boursorama ne possède aucun titre de transaction :

b) Titres de placement :

(En milliers d'Euros)	31/12/201	Acquisitions, dotations	Cessions, remboursements	Autres variations	31/12/2019
Effets publics	178 279	19 977		-2 466	195 790
Obligations et autres titres à revenus fixes	153 850	623		-813	153 660
Dépréciation					
Sous-total Obligations et autres titres à revenus fixes	332 129	20 600		3 279	
Actions et autres titres à revenus variables	50				50
Dépréciation					
Sous-total Actions et autres titres à revenus variables	50			0	50
Total Titres de placement	332 179				
Dont titres cotés	324 136	20 600		-3 279	349 500

(1) Y compris créances rattachées dont la variation est présentée dans la colonne "Autres variations".

Les OAT France du montant nominal de 20,3 m€ à l'échéance du 25/11/2029 ont été acquises en avril 2020.

c) Actions propres : Boursorama ne possède aucune action propre depuis fin 2014.

Note 6. – Filiales et participations.

(En milliers d'Euros)	Valeur brute au 31/12/2019	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute au 31/12/2020	Cumul des dépréciations au 31/12/2019	Dépréciations	Reprises	Autres mouvements	Cumul des dépréciations au 31/12/2020	Valeur nette au 31/12/2020	Valeur nette au 31/12/2019
Participations et autres titres détenus à long terme (1)	6 971	5 921		134	13 025						13 025	6 971
Parts dans les entreprises liées (2)	314				314		-18			-18	295	314
Total	7 284	5 921		134	13 339		-18			-18	13 321	7 284

(1) Le montant en acquisition correspond aux cotisations FGDR

(2) La cession en février 2019 de Selfbank a entraîné la reprise de provision de 36,7 M€

— Provisions sur titres de participation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Provision sur parts dans les entreprises liées	-18	-
Provisions sur autres titres de participation	-	-
Total Provisions sur titres de participation	-18	-

Note 6A. – Tableau des filiales et participations

Informations financières (En milliers d'Euros)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenue (En %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société mère et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB du dernier exercice écoulé (2019)	Résultats (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos (2019)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
Filiales et participations											
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société											
1. Filiales (détenues à plus de 50%)											
Selfbank											
2. Participations (détenues entre 10 et 50%)											
Néant											
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital de la société											
1) Filiales non reprises au paragraphe "A" :											
Filiales françaises	1	-2 942	99,00	1	1	3 642	0	-327	-26		
SNC BOURSORAMA INVESTISSEMENT	1	-2 942	99,00	1	1	3 642	0	-327	-26		
Filiales étrangères											
Talos Holding LTD											
2) Participations non reprises au paragraphe "A" :											

Participations dans les sociétés françaises			491	473	13						
Participations dans les sociétés étrangères											

Note 7. – Immobilisations incorporelles et corporelles.

(En milliers d'Euros)	Valeur brute au 31/12/2019	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute au 31/12/2020	Cumul des amortissements et dépréciations au 31/12/2019	Dotations aux amortissements	Reprises d'amortissements	Autres mouvements	Cumul des amortissements et dépréciations au 31/12/2020	Valeur nette au 31/12/2020	Valeur nette au 31/12/2019
Immobilisations incorporelles :												
Logiciel, frais d'étude informatique	66 541	1 298		3 569	71 408	-53 707	-8385		3 162	-58 930	12 478	12 835
Immobilisations en cours	5 972	3 905		-6 731	3 146						3 146	5 972
Droit au bail et autres immobilisations incorp.	71 080				71 080	-5 892				-5 892	65 188	83 995
Sous-total	143 594	5 202		-3 162	145 634	-59 599	-8 385		3 162	-64 822	80 812	83 995
Immobilisations corporelles d'exploitation :												
Terrains et constructions	72 643				72 643	-6 191	-1 764			-7 955	64 688	66 452
Immobilisations en cours												
Autres	29 581	3 343	-3 325	-3 325	29 600	-15 001	-4 451		3 325	-16 126	13 474	14 581
Sous-total	102 225	3 343	-3 325	-3 325	102 243	-21 191	-6 214		3 325	-24 081	78 162	81 033
Total immobilisations corporelles et incorporelles	245 818	8 546	-6 487	-6 487	247 877	-80 790	-14 600		6 487	-88 902	158 974	165 028

— Les autres variations correspondent aux mouvements suivants :

(En milliers d'Euros)	Valeurs brutes				Amortissements et dépréciations			
	Mises au rebut	Sortie de périmètre	Virement comptable	Valeur brute - Autres variations	Mises au rebut	Sortie de périmètre	Virement comptable	Amortissements et dépréciations - Autres variations
Immobilisations incorporelles :								
Logiciel, frais d'étude informatique	-3 162		6 731	3 569	3 162			3 162
Immobilisations en cours			-6 731	-6 731				
Autres								
Sous-total	-3 162			-3 162	3 162			3 162
Immobilisations corporelles d'exploitation :								
Terrains et constructions								
Immobilisations en cours								
Autres	-3 325			-3 325		3 325		3 325
Sous-total	-3 325			-3 325		3 325		3 325
Total immobilisations corporelles et incorporelles	-6 487			-6 487		6 487		6 487

Le flux de reclassement des immobilisations incorporelles en cours correspond à la mise en service courant la période des immobilisations (projets IT etc.) générées en interne.

Note 8. – Autres actifs et comptes de régularisation.

— Autres actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Créances auprès des marchés SRD		
Dépôts de garantie versés	131 445	94 235
Créances fiscales	918	774
Instruments dérivés	4 072	
Autres actifs	35 304	62 027
Créances douteuses	294	877
Total brut	172 033	157 912
Dépréciation	-290	-736
Total net	171 743	157 176

(1) Au 31/12/2019, les Instruments dérivés figuraient dans le poste "Autres actifs" pour un montant de 4 511 K€.

— Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Charges constatées d'avance	3 839	3 015
Produits divers à recevoir	30 871	25 887
Comptes d'encaissement	-	257
Autres comptes de régularisation	8 309	30 699
Total brut	43 019	59 858

Note 9. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Dettes à vue et au jour le jour		
Dépôts et comptes ordinaires		
Comptes et emprunts au jour le jour et autres	21 584	23 097
Sous-total	21 584	23 097
Dettes à terme		
Emprunts et comptes à terme	5 343 000	5 051 800
Sous-total	5 343 000	5 051 800
Dettes rattachées (1)	-229	-2
Total	5 364 355	5 074 895
<i>(1) Intérêts négatifs sur emprunts et comptes à terme.</i>		

Note 10. – Dettes envers la clientèle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Comptes d'épargne à régime spécial :		
A vue	7 700 029	5 799 369
A vue centralisé CDC (1)	-2 399 592	
A terme	1 522 643	1 325 286
Sous-total	6 823 080	7 124 654
Autres dépôts clientèle à vue (1)	7 776 653	5 723 884
Dépôts à terme de la clientèle financière		
Autres dépôts clientèle à terme	68	2 096
Dettes rattachées	30 886	31 408
Total dépôts clientèle	14 630 687	12 882 042
Valeurs données en pension à la clientèle		
Titres donnés en pension à la clientèle		
Total	14 630 687	12 882 042
<i>(1) A compter de l'exercice 2020, la créance représentative de la quote-part de l'épargne réglementée centralisée auprès du Fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations est présentée en déduction des comptes d'épargne concernés (livrets A et livrets de développement durable). Au 31 décembre 2019, la créance de centralisation demeure présentée parmi les créances sur les établissements de crédit à l'actif du bilan (cf. Note 3) pour un montant de 2 331,9 millions d'Euros.</i>		

(2) Répartition par type de clientèle des autres dépôts clientèle à vue :

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Autres dépôts clientèle à vue :		
Sociétés et entrepreneurs individuels	153 963	126 732
Particuliers	7 617 190	5 593 366
Clientèle financière	630	2 957
Autres	977	829
Total	7 776 653	5 723 884

Note 11. – Autres passifs et comptes de régularisation.

— Autres passifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Dépôts de garantie reçus	48 300	5 100
Charges à payer sur engagements sociaux	25 213	21 906
Dettes d'impôts	1 1743	1 935
Instruments dérivés (*)	12 866	
Autres passifs	126 577	157 537
Dettes sur titres empruntés		
Total	214 699	186 478

— Comptes de régularisation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Comptes créditeurs sur opérations en devises		
Produits constatés d'avance	1 133	761
Charges à payer		
Comptes d'encaissement	26 589	30 387
Autres comptes de régularisation	13 098	5 824
Total	40 820	36 972

Note 12. – Comptes et plans d'épargne-logement.

1. Encours de dépôts collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	152 915	158 638
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	452 108	352 700
Ancienneté de plus de 10 ans	79 425	58 308
Sous-total	684 448	569 646
Comptes épargne-logement	87 291	70 046
Total	771 739	639 692

2. Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Ancienneté de moins de 4 ans	39	71
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	0	0
Ancienneté de plus de 10 ans	0	0
Total	39	71

3. Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2020
Plans d'épargne-logement :				
Ancienneté de moins de 4 ans	62		-62	
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	1 185	290		1 474
Ancienneté de plus de 10 ans	1 225	950		2 175
Sous-total	2 472	1 240	-62	3 650
Comptes épargne-logement	547		-355	193
Total	3 020	1 240	-417	3 842

4. Modalités de détermination des paramètres d'évaluation des provisions. — Les paramètres d'estimation des comportements futurs des clients résultent d'observations historiques. La valeur des paramètres ainsi déterminée peut être ajustée en cas de changement de réglementation dès lors que ce dernier peut remettre en question la capacité prédictive des données passées pour déterminer les comportements futurs des clients.

Les valeurs des différents paramètres de marché utilisés, notamment les taux d'intérêt et les marges, sont déterminées à partir de données observables et représentent, à la date d'évaluation, la meilleure estimation retenue par Boursorama des niveaux futurs de ces éléments pour les périodes concernées, en cohérence avec la politique de gestion des risques de taux d'intérêt de la banque de détail.

Les taux d'actualisation retenus sont déterminés à partir de la courbe des swaps zéro coupon contre Euribor à la date d'évaluation, moyennés sur une période de douze mois.

Note 13. – Provisions et dépréciations.

A. Dépréciation d'actifs :

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Établissements de crédit		
Dépôts et crédits à la clientèle	-43 366	-33 627
Créances de location financement et assimilées		
Groupes d'actifs homogènes		
Titres de placement et actions propres		
Immobilisations	-1 448	-1 448
Titres de participation	-18	
Autres	-245	-736
Total	-45 078	-35 811

— La variation du stock de dépréciation d'actifs s'analyse comme suit :

(En milliers d'Euros)	Stock au 31/12/2020	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Effet de l'actualisation	Variations de Périmètre	Autre	Stock au 31/12/2020
Établissements de crédit									
Dépôts et crédits à la clientèle	-33 627	-18 169	4 941	-13 228	3 489				-43 366
Immobilisations	-1 448								-1 448
Titres de participation		-18		-18					-18
Autres	-736	-331	821	490					-245
Total	-35 811	-18 518	5 762	-12 756	3 489				-45 078

— La répartition par nature des provisions non compromises et compromises sur dépôts et crédits à la clientèle est la suivante :

(En milliers d'Euros)	Stock au 31/12/2019	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Effet de l'actualisation	Variations de Périmètre	Stock au 31/12/2020
Compromis	-23 178	-11 494		-11 494	6			-34 667
Non compromis	-10 449	-6 674	4 941	-1 734	3 483			-8 700
Total de dépréciation des encours de la clientèle	-33 627	-18 169	4 941	-13 228	3 489			-43 366

B. – Provisions sur passif.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Provisions sur avantages au personnel	7 709	9 664
Provisions pour autres risques et charges	8 844	7 304
Total	16 552	16 968

— La variation du stock de provisions s'analyse comme suit :

(En milliers d'Euros)	Stock au 31/12/2019	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Transfert	Stock au 31/12/2019
Provisions sur avantages au personnel	9 664	1 428	-173	1 255	-3 210		7 709
Provisions pour autres risques et charges	7 304	1 881	-271	1 610	-70		8 844
Total	16 968	3 309	-444	2 865	-3 280		16 552

Une reprise de la provision sur avantages au personnel a été effectuée suite à la signature du contrat CTA (Contractual Trust Arrangement) avec un assureur allemand et au transfert des actifs d'un montant de 2.55 M€ destinés à régler les prestations du régime de retraite d'un des bénéficiaires de l'ancienne succursale allemande. Ces actifs de financement étant qualifiés d'actifs de régime, par conséquent la provision destinée à couvrir les engagements concernés est diminuée de la juste valeur de ces fonds.

Note 14. – Dettes subordonnées.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Dettes subordonnées	70 000	70 000
Dettes rattachées	78	91
Total	70 078	70 091

Un emprunt à durée déterminée a été souscrit en 2019 auprès de la Société Générale pour un montant de 70 millions d'Euros. La rémunération de cet emprunt sur 10 ans est fixée à un taux Euribor 3 mois + 155 bps. Les intérêts sont versés trimestriellement.

Note 15. – Engagements.

A. Engagements donnés et reçus :

— Engagements donnés :

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Engagements de financement :	1 964 373	1 757 568
En faveur de la clientèle		
Ouvertures de crédits confirmés	1 964 373	1 757 568
Engagements de garantie :	5 558 519	4 758 945
Donnés aux établissements de crédit (1)	5 558 519	4 758 945
Autres		
Engagements sur titres :	210 626	145 776
Titres à livrer (2)	210 626	145 776
(1) Comprend l'engagement SG-SFH		
(2) Correspond au montant des titres à livrer dans le cas des ordres stipulés à règlement différé		

— Engagements reçus :

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Engagements de financement :	0	229
Reçus d'établissements de crédit		
Reçus de la clientèle		
Autres		229
Engagements de garantie :	9 894 833	8 041 485
Reçus d'établissements de crédit (1)	9 693 799	7 851 369
Autres engagements reçus	201 034	190 116
Engagements sur titres :	210 626	145 776
Titres à recevoir (2)	210 626	145 776
(1) Correspond au montant des garanties reçues de crédit logement		
(2) Correspond au montant des titres à recevoir dans le cas des ordres stipulés à règlement différé		

B. Engagements sur instruments financiers à terme (notionnels) :

(En milliers d'Euros)	31/12/2020		31/12/2019	
	Opérations de trading	Opérations de couverture	Opérations de trading	Opérations de trading
Instruments de taux d'intérêts				
Instruments fermes				
Swaps - engagements donnés		4 629 500		4 779 500
Swaps - engagements reçus				
Contrats à terme de taux - à recevoir				
Contrats à terme de taux - à livrer				
Instruments conditionnels donnés	3 500		19 000	
Instruments conditionnels reçus				

— Détail des instruments financiers au 31 décembre 2020 :

	Nominal (En milliers d'Euros)	Type de couverture	Juste valeur (En milliers d'Euros)	Variation juste valeur sur 2020 (En milliers d'Euros)
Swaps	2 307 000	Macrocouverture - prêts	-90 563	-15 231
	2 152 000	Macrocouverture - dépôts	164 712	61 967
	170 500	Microcouverture	-22 594	3 494
Total swaps	4 629 500		51 555	50 230
Caps	3500	Trading		
Total swaps	3 500			

— Échéances des engagements sur instruments financiers dérivés :

Au 31 Décembre 2020 (En milliers d'Euros)	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Instruments de taux d'intérêts :				
Swaps	345 000	1 753 500	2 531 000	4 629 500
Caps		3 500		3 500

Note 16. – Produits et charges d'intérêts.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Opérations avec les Banques Centrales (1)	-214	
Opérations avec les établissements de crédits	39 933	38 777
Comptes à vue et prêts interbancaires	39 933	38 777
Opérations avec la clientèle	129 764	119 765
Autres concours à la clientèle (1)	126 292	116 152
Comptes ordinaires débiteurs	3 472	3 612
Opérations sur instruments financiers	11 590	13 308
Actifs financiers disponibles à la vente	7 745	7 944
Dérivés de couverture	3 845	5 364
Total produits d'intérêts	181 073	171 850
Opérations avec les établissements de crédits	-4 428	-13 407
Emprunts interbancaires (*)	-4 428	-13 407
dont intérêts sur dettes subordonnées	-817	-2 353
Opérations avec la clientèle	-32 622	-33 901
Comptes d'épargne à régime spécial	-32 602	-33 608
Autres dettes envers la clientèle	-20	-292
Opérations sur instruments financiers	-6 490	-10 308
Dérivés de couverture	-6 490	-10 308
Total charges d'intérêts	-43 540	-57 616
(1) Il s'agit des intérêts négatifs sur les dépôts faits à la Banque de France (cf. Note 2).		

(2) Détail des autres concours à la clientèle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Crédits de trésorerie	18 465	16 769
Crédits à l'exportation		0
Crédits d'équipement	132	409
Crédits à l'habitat	107 528	98 723
Autres crédits à la clientèle	167	251
Total	126 292	116 152

Note 17. – Produits et charges de commissions.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Produits de commissions :		
Opérations avec la clientèle	2 638	2 817
Opérations sur titres	94 060	43 442
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	429	416
Engagements de financement et de garantie	10 151	9 509
Prestations de services	98 355	90 113
<i>Commissions sur moyens de paiement</i>	45 529	43 100
<i>Commissions sur produits d'assurance</i>	33 340	29 119
<i>Commissions de placement d'OPCVM et assimilé</i>	5 727	6 752
<i>Autres commissions</i>	13 759	11 142
Total des produits	205 634	146 297
Charges de commissions :		
Opérations avec les établissements de crédit	-24	-25
Opérations sur titres	-26 476	-13 428
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	0	0
Engagements de financement et de garantie	2	66
Prestations de services diverses	-135 732	-118 303
<i>Gestes commerciaux envers la clientèle</i>	-86 494	-78 265
<i>Commissions sur moyens de paiement</i>	-49 238	-40 038
<i>Autres Commissions</i>	0	0
Total des charges	-162 230	-131 689

Note 18. – Gains ou pertes nets sur opérations des portefeuilles de négociation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net sur actifs financiers non dérivés de transaction	0	0
Résultat sur instruments financiers dérivés et de couverture	0	-30
Résultat net des opérations de change	394	376
Total	394	347

Note 19. – Gains ou pertes des portefeuilles de placement et assimilés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Activité courante :		
Plus-value de cession des obligations et effets publics	0	12 172
Total	0	12 172

La plus-value de cession enregistrée en 2019 correspond à la cession des obligations du groupe Société Générale (pour 11,1 M€) et des OAT de l'état français (pour +1 M€). Aucune opération de cession des titres de placement n'a été effectuée courant l'exercice 2020.

Note 20. – Produits et charges des autres activités.

(En milliers d'Euros)	31/12/20	31/12/19
Produits des autres activités		
Média	6 939	7 539
Licence	3 095	3 499
Reprise de provisions pour risques et charges liés à l'activité bancaire	1 031	1 019
Autres produits	1 611	1 544
Sous-total	12 676	13 600
Charges des autres activités :		
Pertes liées à l'activité bancaire et dotations aux provisions pour risques et charges	-3 706	-2 487
Autres charges	-123	-414
Sous-total	-3 828	-2 901
Total net	8 848	10 698

Note 21. – Frais de personnel.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Rémunérations du personnel	-40 375	-37 432
Charges sociales et fiscales sur rémunérations	-19 677	-19 281
Charges de retraite - régimes à cotisations définies	-3 606	-3 420
Charges de retraite - régimes à prestations définies	-214	-1 021
Autres charges sociales et fiscales	-1 396	-2 101
Participation, intéressement, abondement et décote	-6 673	-5 921
Refacturation frais de personnel	-2 195	-1 712
Total	-74 134	-70 888

Jetons de présence. — Le montant des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'Administration s'élève à 125 KEUR
Les jetons de présence perçus par les administrateurs salariés du Groupe Société Générale sont reversés au Groupe Société Générale

Effectif fin de période	31/12/2020	31/12/2019
Cadres	424	393
Non cadres	391	402
Total	815	795

Note 22. – Coût du risque.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Risque de contrepartie		
Dotations nettes pour dépréciation	-13 214	-15 187
Pertes non couvertes	-2 668	-2 184
Sur créances irrécouvrables	-2 668	-2 184
Sur autres risques		
Récupérations	307	211
Sur créances irrécouvrables	307	211
Sur autres risques		
Total	-15 575	-17 160

Le coût du risque est en recul de 9% par rapport à l'exercice précédent, grâce aux moindres impayés qui sont la conséquence directe des aides financières du gouvernement et au programme d'optimisation du coût net du risque mis en place par Boursorama.

Note 23. – Gains ou pertes sur actif immobilisé

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Titres de participation et de filiales :		
Gains et pertes sur titres de filiales (1)	0	-36 498
Gains et pertes sur titres de participation détenus à long terme	0	-3
Dépréciations nettes des titres de filiales (2)	-18	36 688
Immobilisations et autres actifs :		
Gains et pertes sur immobilisations et autres actifs	0	-76
Total	-18	112

La perte nette sur les titres de filiales enregistrée en 2019 correspond au résultat de cession des titres de SelfBank (-37,4 M€) et le boni de liquidation (0,9 M€) des filiales britanniques Talos Holdings et Talos Securities.

La reprise de dépréciation constatée en 2019 est relative aux titres de la filiale SelfBank cédée en début de l'année 2019.

Note 24. – Résultat par action.

(En milliers d'Euros)	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net (a)	-40 182	-54 625
Résultat net attribuable aux actionnaires porteurs d'actions ordinaires (b)	-40 182	-54 625
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (*) (c)	96 936 553	89 264 897
Résultat par action (en EUR)	0,415	-0,612
Effets dilutifs		
Ajustements du résultat net au titre des instruments dilutifs (d)		
Nombre de titre retenus au titre des éléments dilutifs (e)		
Résultat net dilué [(f) = (b)+(d)]	-40 182	-54 625
Nombre moyen pondéré d'actions après effet de la dilution [(g) = (c)+ (e)]	96 936 553	89 264 897
Résultat dilué par action (en EUR)	-0,415	-0,612
(*) L'augmentation de capital a eu lieu le 24 septembre 2020 qui s'est traduite par l'émission de 8 651 059 actions nouvelles entièrement souscrites par la société mère, Société Générale.		

Note 25. – Transactions avec les parties liées.

Cette note liste les transactions avec les parties liées au sens de la norme IAS 24 et tel que définies dans le règlement 2010-03 du 2 septembre 2010.

- « Une partie liée est une personne ou une entité qui est liée à l'entité qui prépare ses états financiers ».
- « Une transaction entre parties liées est un transfert de ressources, de services ou d'obligations entre une entité présentant les états financiers et une partie liée, sans tenir compte du fait qu'un prix soit facturé ou non »

Les transactions visées par le règlement présentent les deux conditions suivantes cumulatives : une importance significative et ne sont pas conclues à des conditions normales de marché.

Parties liées (En milliers d'Euros)	Nature de la relation avec la partie liée	31/12/2020	31/12/2019
Société générale SFH	Convention cadre de prêt dénommée "Affiliate Facility Agreement"		
	Rémunération collatéral GMC	10 151	9 509
	Encours prêts mobilisés GMC	5 558 519	4 758 931
	Emprunt collatéralisé	4 875 700	4 174 500
	Prêt remplacement	4 475 000	3 679 000
Société générale SFH	Convention cadre de garantie dénommée "Affiliate Collateral Security Agreement"		
	Engagement donné GMC	5 558 519	4 758 931
Société générale	Emprunt subordonné à durée déterminée	70 078	70 000

V. — Affectation du résultat.

— L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée ordinaire, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration :

1. Décide d'affecter la perte de l'exercice clos au 31 décembre 2020 d'un montant de **40 181 502,55 Euros** en totalité au compte de report à nouveau ;
2. Constate qu'après cette affectation, le report à nouveau, qui s'élevait après affectation du résultat 2019 à **4 808 942,16 Euros débiteur** s'établit désormais à **44 990 444,71 Euros débiteur** ;
3. Rappelle, conformément à la loi, qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

VI. — Comptes consolidés.

Les comptes consolidés de BOURSORAMA sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de SOCIETE GENERALE, situé 29 Boulevard Haussmann 75009 Paris

Les états financiers consolidés de SOCIETE GENERALE sont consultables sur le site :

<https://www.societegenerale.com/fr/mesurer-notre-performance/donnees-et-publications/resultats-financiers>

VII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2020.)

À l'Assemblée Générale de la société Boursorama,

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Boursorama relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit. — La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— Évaluation des dépréciations sur les crédits à la clientèle :

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les prêts et créances à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose votre société à une perte potentielle si son client ou sa contrepartie s'avère incapable de faire face à ses engagements financiers. Votre société constitue des dépréciations et des provisions destinées à couvrir ce risque.</p> <p>Les principes comptables d'évaluation des dépréciations sur les crédits à la clientèle sont présentés dans la section relative aux « Créances envers les établissements de crédit et la clientèle » dans « Les principes comptables et méthodes d'évaluation » de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Votre société constitue des dépréciations et des provisions destinées à couvrir les pertes de crédit avérées. Par ailleurs, votre société a recours au jugement et procède à des estimations comptables pour évaluer le niveau des dépréciations individuelles des encours douteux.</p> <p>Au 31 décembre 2020, le montant total des encours de prêts à la clientèle exposés au risque de crédit s'élève à M€ 10 795 ; le montant total des dépréciations s'élève à M€ 52 et celui des dotations nettes pour dépréciations de crédit s'élève à M€ 8.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations constituaient un point clé de l'audit en raison (i) du contexte de forte croissance des crédits à la clientèle et (ii) du recours significatif au jugement dans l'estimation des pertes de crédit.</p> <p><i>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 1, 4 et 22 de l'annexe aux comptes annuels.</i></p>	<p>Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle interne de votre société et testé les contrôles informatisés relatifs à l'évaluation des dépréciations sur les crédits à la clientèle.</p> <p>Nos spécialistes en systèmes d'information ont pris connaissance du dispositif informatique mis en place par votre société avec notamment une vérification des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatiques visant à traiter les données relatives aux dépréciations sur les crédits à la clientèle.</p> <p>Par ailleurs, nous avons, avec nos spécialistes en systèmes d'information, évalué la conception et testé l'efficacité des contrôles clés mis en place par votre société, en particulier ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> à l'identification des indicateurs de dépréciation (tels que l'existence d'impayés) des contreparties ; à la correcte identification des expositions présentant un risque de crédit avéré ; à la détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses. <p>En complément, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> apprécié le caractère approprié des paramètres utilisés pour la détermination des taux de provisionnement à appliquer aux dossiers individuels ; réalisé un examen analytique des dépréciations individuelles de créances douteuses afin d'apprécier la pertinence des stocks de dépréciation sur les encours de crédit douteux constatés dans les comptes annuels au 31 décembre 2020.

	Nous avons également examiné les informations qualitatives et quantitatives présentées dans les notes 1, 4 et 22 de l'annexe aux comptes annuels, relatives au risque de crédit.
--	--

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. — Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise. — Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires :

Désignation des commissaires aux comptes. — Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Boursorama par votre assemblée générale du 3 mai 2004 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 23 mai 2012 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2020, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la dix-septième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la neuvième année.

Antérieurement, le cabinet ERNST & YOUNG Audit était commissaire aux comptes depuis 2000.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels. — Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels :

Objectif et démarche d'audit. — Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

— En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit. — Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 6 Mai 2021.
Les Commissaires aux Comptes :

DELOITTE & ASSOCIES :
Charlotte Vandeputte ;

ERNST & YOUNG et Autres :
Vincent Roty.

VIII. — Rapport de gestion.

En application du Règlement CRC n°99-07 du 24 novembre 1999 relatif aux règles de consolidation, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante : BOURSORAMA, 44 rue Traversière, 92772 Boulogne-Billancourt.